



## «Monsanto doit faire ses valises et quitter le Venezuela»

Par [Emma Ortega](#)

Mondialisation.ca, 22 octobre 2017

[AlbaTV](#) 18 octobre 2017

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Biotechnologie et OGM](#),  
[Environnement](#), [Loi et Justice](#),  
[Transnationales](#)

Emma Ortega, agricultrice installée dans l'Etat d'Aragua, été élue le 30 juillet dernier comme députée pour le Secteur Paysans et Pêcheurs à l'Assemblée Nationale Constituante (ANC). La télévision alternative [Alba TV](#) a eu l'occasion de discuter avec elle à propos l'importance de la Loi sur les Semences conquise par la Révolution, du quotidien des femmes paysannes au Venezuela et des difficultés que rencontre le gouvernement bolivarien dans la mise en place des conditions devant mener à la souveraineté alimentaire selon le modèle communal.

### Les semences et les transnationales

Pour Emma Ortega, la Loi sur les Semences qui interdit les OGM et défend les semences autochtones « est non négociable », il faut profiter de l'Assemblée Constituante pour lui donner pleinement un rang constitutionnel « en raison de l'autonomie que représente pour le pays le fait de disposer de ses propres semences ». Selon elle, après l'engagement dans une politique orientée vers la préservation de nos semences avec la création d'instances comme l'Institut National de Recherche Agricole ou l'Institut National de Santé Agricole Intégrale (INSAI), le moment est venu de lever le rideau sur le fait que nous restons dépendants de sociétés productrices de semences capitalistes : « les transnationales sont présentes dans nos structures gouvernementales, ce qu'il faut dénoncer, car leur intérêt est de soutenir le modèle capitaliste et agro-industriel dans nos campagnes ».

Si notre politique agricole est basée sur l'agriculture verte, « il est indubitable que Monsanto reste dans les coulisses pour influencer nos décisions et c'est ce qu'il faut dénoncer, Monsanto doit faire ses valises et quitter le Venezuela. On nous dira probablement que nous ne disposons pas de substituts, mais nous les avons, ils sont là, connus de la population et des techniciens qui ne sont pas rivés à une politique agricole dans laquelle le paysan ne fait que fournir la matière première à ceux qui la transforment ».

La politique agricole appliquée jusqu'à présent est fragmentée, nous devons systématiser une agriculture qui n'aurait pas seulement à voir avec des kilos et des quintaux mais aurait un rapport directe avec les acteurs (trices) sociaux(ales), le processus de production et ses implications « .

C'est pourquoi il faut valoriser la vie des paysans et des habitants des campagnes, garantir leur entière sécurité -pas seulement physique mais aussi sociale - en leur offrant une infrastructure de soutien à la production agricole , »depuis des routes jusqu'à l'électricité,

des centres de collecte, de transport, tout cela faisant partie des investissements devant être faits dans l'agriculture paysanne pour consolider les espaces qu'occupe la paysannerie ».

Malgré ces contradictions, Ortega fait remarquer que les étalages des rues des villes sont remplis d'auyamas (potirons), piments doux, de tubercules comme l'ocumo, la yucca, de poivrons et de tomates. « Une production existe dans le pays, la paysannerie est présente, ce sont les aliments liés à l'agro-industrie qui nous posent problème ».

Elle s'interroge sur le fait qu'au cours de visites dans des régions comme Calabozo dans l'Etat de Guárico, elle a observé qu'il s'y produit bien du riz, mais que celui qui est commercialisé est importé. « Se pourrait-il que notre riz soit mis en sacs importés et ainsi vendu plus cher? »

### **« Ils naissent à la campagne et meurent dans les villes »**

Selon elle, les lacunes de notre politique agricole et le fait de ne pas offrir d'opportunités aux jeunes couples paysans favorise leur déplacement vers les villes où ils finissent attrapés dans les rets de la délinquance. Lorsqu'ils doivent s'éloigner à cause d'un conflit ou d'un délit qu'ils ont commis, ils se réfugient de nouveau à la campagne, dans des endroits dont ils connaissent la territorialité et comment s'y meurt l'économie. Et ce sont eux qui pillent et violent, « ce sont des délinquants ruraux pour ainsi dire ».

« Je croyais que c'était nous, les femmes, qui étions les plus lésées, mais ce sont finalement les jeunes dont l'espérance de vie est de 24 ans à peine dans cette dynamique qui les fait naître à la campagne pour mourir dans la délinquance », dit Emma. Pour elle, la « Gran Mision Vivienda Venezuela » (Grande Mission Logement Venezuela) est admirable, bien que trop centrée sur les villes ; elle devrait aussi s'étendre dans aux campagnes à travers des programmes ruraux afin de remédier à l'exode des jeunes couples paysans.

### **« Quand les femmes vont de l'avant, aucun homme ne recule »**

Ortega rappelle que la titularisation des terres est transversale à l'économie, le politique et le social, domaines dans lesquels les femmes sont théoriquement les premières concernées, mais la loi donne la priorité aux femmes chefs de famille, laissant en marge des milliers de femmes paysannes qui vivent en union libre; de fait ou consensuelle, car lors de l'enregistrement, c'est l'homme qui finit par devenir le seul titulaire des terres au vu de sa carte d'identité où il apparaît comme célibataire. Elle considère tout aussi nécessaire d'établir une titularisation commune entre l'homme, la femme qui travaille aux champs et leurs enfants.

### **Vidéo de l'entrevue intégrale :**

Article original en espagnol : [Monsanto debe empezar a hacer sus maletas en Venezuela](#) », AlbaTV, le 18 octobre 2017

Traduction : Frédérique Buhl pour [Venezuela Infos](#)

La source originale de cet article est [AlbaTV](#)

Copyright © [Emma Ortega](#), [AlbaTV](#), 2017

---

Articles Par : [Emma Ortega](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)